

Assemblée Générale de FedeLIS - 8 juin 2018

Rapport Moral de Didier Merceron, Président de FedeLIS

Mesdames, Messieurs, Chers collègues,

Merci à tous pour votre présence malgré les difficultés liées au transport. Je tiens à remercier particulièrement Jean-Louis PITON, Président de l'INAO, Marie GUITTARD, Directrice, et Fanny HENNEQUIN du service juridique, pour leur présence dont je sais qu'elle a été difficile à organiser. Merci d'avoir accepté cet échange avec nos adhérents, qui a été riche d'informations.

Le travail de Fedelis est d'assurer la défense de chacune des filières Label Rouge et IGP. Autant dire que sur certains sujets le consensus est difficile à trouver ! Mais l'important, quoi qu'il advienne, c'est l'échange.

Nous n'avons pas tous la possibilité d'interpeller directement les représentants de l'INAO, c'est pourquoi nous voulions donner un format différent cette année à notre Assemblée Générale et l'avons organisée pour en faire un moment privilégié d'échanges.

Premier sujet important évoqué ce matin, avec la présentation de Fanny HENNEQUIN que je remercie : la protection des IG. Vous avez pu voir dans l'exposé des éléments précis sur la notion de produit comparable, et sur la possibilité de déposer des demandes d'IGP lorsque le nom géographique est déjà protégé pour un produit de la même famille. Ces éléments clairs et rassurants devraient permettre de débloquent certains dossiers ou certaines réflexions, car nous sentions jusqu'à présent les opérateurs peu encouragés à avancer sur leur demande d'IGP.

Concernant la protection de nos IGP, les règles sont claires ! Alors on peut se demander ce que fait l'Etat, quand on voit fleurir les marques régionales et locales qui chassent allégrement sur les terres de nos IGP, en utilisant tous les items que l'on croyait réservés aux SIQO, sans que personne ne réagisse pour protéger le travail des filières de qualités réalisés depuis plus de 40 ans ??? M. PITON et Mme GUITTARD, vous nous avez expliqué les actions entreprises par l'INAO, et nous vous en remercions. Mais nous avons besoin que vous soyez plus offensifs et pugnaces, et que vous ne lâchiez rien ! Nous avons vraiment besoin de vous sur ce sujet ! Sinon à quoi bon continuer à produire avec les contraintes et les coûts des IGP ?

Sans transition, un autre sujet d'inquiétude : nous avons eu la surprise au détour des débats à l'Assemblée Nationale sur la Loi « agriculture et alimentation » de voir apparaître une nouvelle mention valorisante : « issu d'une production à haute valeur nutritionnelle ». Après quelques recherches, nous nous sommes aperçus que cette démarche était portée par une seule entité, et sur un seul item, mais avec une stratégie de communication redoutable qui pouvait laisser croire aux néophytes que ce qui était proposé était au moins l'équivalent, voire mieux, que les signes de qualité.

Bien que l'objectif de qualité nutritionnelle soit légitime, notamment en restauration collective, nous nous sommes opposés à la création de cette « mention valorisante » car nous considérons qu'elle ne valorise qu'un élément de ce qui fait la qualité, qu'elle peut même apporter de la confusion aux

consommateurs puisqu'elle aurait pu concerner des produits standard voire même d'importation, qu'elle ne concerne qu'une démarche privée contre une démarche collective pour les SIQO, et qu'elle n'est pas créatrice de valeur pour les producteurs.

Je le rappelle, toute intéressante qu'elle soit, et elle est l'est sûrement car on la retrouve dans certains de nos SIQO, elle ne peut, à elle seule, permettre de rivaliser avec les SIQO qui sont le fruit du travail de nos filières qualité, et qui garantissent la qualité supérieure globale de nos produits.

J'éprouve une grande satisfaction car la mobilisation de tous a permis, au moins pour l'instant, de faire supprimer cette mention. Vu la violence de leur attaque, et leurs méthodes peu fair-play, nul doute que la bataille n'est pas terminée. Ce que je retiens de cet épisode c'est que tous les adhérents de Fedelis et des fédérations se sont mobilisés pour convaincre leurs députés, et que ce travail s'est fait en lien étroit avec le gouvernement et l'INAO, en particulier avec sa directrice Madame GUITTARD. Le travail fourni par tout le monde a été considérable, et je tenais à remercier chacun pour son engagement : les permanents des structures, les professionnels, et les membres de l'INAO. Tout ceci nous apporte la preuve que quand on chasse en meute, on est beaucoup plus forts. Et les résultats sont là, alors continuons sur notre lancée (et n'oublions pas que prochainement, la Loi passera au Sénat, et là encore il va falloir mobiliser les élus), et appliquons-le aussi aux autres sujets qui nous préoccupent.

Cette expérience, et l'écoute des débats parlementaires sur cette Loi, nous montre que nous devons avoir une réflexion sur le contenu de nos signes de qualité et sur leur valorisation.

En effet, nos SIQO disposent déjà d'un arsenal fort d'exigences qui répondent aux attentes sociétales (et ce depuis longtemps), mais peu le savent, peut-être parce que nous sommes plus timides en communication, ou que toutes les possibilités de communiquer sur nos atouts n'ont pas été étudiées. Nous sommes souvent contraints dans les « caractéristiques certifiées communicantes » alors que des marques privées n'hésitent pas à communiquer sur des mentions qui nous sont pourtant familières. Cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir à la nécessité d'avancer sur des sujets comme le non OGM. Nous devons aussi avancer vite dans la certification environnementale ou le bien-être animal. Tout faire pour répondre le mieux possible aux attentes des consommateurs, être irréprochables, anticiper, et ne pas nous laisser dépasser afin de ne pas générer de déception.

Et cela rejoint un sujet qui fait consensus dans nos filières : le dossier ESQS (évaluation et suivi de la qualité supérieure) en Label Rouge. Nous considérons que nos labels apportent une qualité globale, pas seulement restreinte à un goût supérieur. Les analyses sensorielles sont intéressantes quand il y a une vraie différence de goût, facile à mettre en avant avec des analyses normées. Mais ce n'est pas toujours aussi simple, et la qualité supérieure ne peut se restreindre à ces seules analyses. Il est dommage de perdre du temps et de l'argent sur des dossiers qui ont pourtant de grandes qualités. Il nous faut des solutions adaptées selon les filières et une approche plus globale de la qualité supérieure. Nous remercions l'INAO d'y réfléchir dans les mois à venir et nous serons bien sûr force de proposition.

A écouter mon rapport vous pouvez penser que le travail des administrations ne nous satisfait pas. Ce n'est pas le cas, mais tout est perfectible. Nous apprenons à travailler avec l'INAO au fil des dossiers, et l'implication des différents interlocuteurs est réelle ; nous nous sentons soutenus et accompagnés par vos services et par le Ministère : dans le combat qui nous a occupé ces dernières

semaines, votre soutien a été déterminant. Beaucoup de choses évoluent et souvent dans le bon sens, mais nous sommes persuadés que cet exercice de critique est indispensable, tant qu'il reste constructif. Notre fédération Fedelis est, et restera, un acteur majeur dans les évolutions nécessaires à nos signes de qualité.

Je ne doute pas que la collaboration entre les ODG, les fédérations et les administrations au moment du passage de la Loi « agriculture et alimentation » dessine les prémices d'une collaboration encore plus grande, et je reprendrai une phrase chère au directeur de Vendée qualité :

« Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin !!! »